

Les subsides

Le temps est un facteur important dans la gestion forestière. Il faut de 40 à 100 ans pour produire un arbre commercialisable. Pendant qu'une forêt pousse, une vingtaine de gouvernements, qui n'auront ni les mêmes priorités ni les mêmes besoins à satisfaire, pourront se succéder au pouvoir. L'instabilité des priorités gouvernementales nuit beaucoup à la gestion forestière, et c'est ce qui s'est passé au Canada. Il nous faut des plans de gestion à long terme avec des objectifs fixes visant à maintenir la productivité des terres boisées. Nous ne pouvons pas continuer à modifier constamment nos priorités.

Je crois que cette recommandation frappe en plein dans le mille. Le gouvernement a toujours promis d'agir, et pourtant, comme le soulignent les ingénieurs forestiers, pendant la période de croissance d'une forêt, une vingtaine de gouvernements ayant tous des priorités différentes pourront se succéder au pouvoir. D'aucuns sont pour l'arrosage, d'autres pour la coupe. D'autre ne veulent pas reboiser. Il y en a qui ne veulent pas investir dans l'exploitation forestière, et d'autres si. C'est l'un des plus importants problèmes qui se posent à nous au Canada. Je répète que c'est seulement la deuxième fois dans la plus longue session parlementaire de l'histoire du Canada qu'il est question d'exploitation forestière. L'une des recommandations des aménagistes vaut la peine d'être citée:

Le gouvernement fédéral estime qu'une meilleure gestion contribuerait à créer 100,000 nouveaux emplois, à accroître les ventes de 22 milliards de dollars et les exportations de 12 milliards, soit à les doubler, à susciter des retombées importantes pour le secteur des approvisionnements et des services, et à hausser les recettes fiscales de trois milliards de dollars.

Compte tenu des avantages énormes d'un si petit investissement, et cela non seulement pour les travailleurs mais pour l'économie en général, on ne peut s'empêcher de se demander, monsieur le Président, ce que le gouvernement attend pour agir.

Le rapport ajoute, et c'est là que l'on voit le résultat de la politique forestière de la Colombie-Britannique et du Canada en général:

Des techniciens forestiers européens ont estimé que le Canada pourrait produire de trois à quatre fois plus de bois à l'hectare grâce à de meilleures méthodes. Les pays scandinaves (la Norvège, la Suède et la Finlande) peuvent produire un volume de bois égal à tout ce qui est coupé au Canada. Cette production provient d'une région équivalente au tiers ou au quart des terres forestières exploitables du Canada.

Il est renversant, monsieur le Président, de voir à quel point la politique canadienne retarde. Ils recommandent ce qui suit:

Le Service canadien des forêts devrait être élevé au rang de ministère ayant son propre ministre de façon à refléter l'importance réelle des forêts pour le pays.

Je cite cela aux fins du compte rendu et pour la gouverne du ministre qui croyait qu'il n'y avait pas de faits. Je crois que les députés doivent savoir où se situent les priorités du gouvernement en matière d'exploitation forestière.

Il y a quelques jours à peine, j'ai reçu une lettre du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen) vantant les vertus de l'ACDI et de ce qu'il accomplit au plan international. Nombre des projets que je vais aborder aujourd'hui ont mon appui plein et entier. Toutefois, je crois que les Canadiens d'un océan à l'autre doivent savoir ce que fait le gouvernement actuel—et ce que les députés conservateurs ont fait lorsqu'ils formaient le gouvernement—en matière de projets internationaux d'exploitation forestière. De 1976 à 1983, monsieur le Président, le gouvernement fédéral a dépensé \$430,165,000 sur 102 projets internationaux d'exploitation forestière. Avant d'entrer dans les détails, monsieur le Président, je crois qu'il vaut la peine de citer un article paru le 24 mars dernier dans le *Globe and Mail*, article intitulé: «Les dépenses d'exploitation forestière s'élèvent à 650 millions de dollars en 5 ans». C'était là la grande annonce du ministre chargé alors des forêts,

l'actuel ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Roberts), qui a déclaré ce qui suit:

«Le gouvernement fédéral entend augmenter son appui direct au reboisement»...

«Nous avons un accord de principe pour dépenser un minimum de 130 millions de dollars par année d'ici à 1987», comparativement à 50 millions de dollars en 1982.

L'actuel gouvernement, monsieur le Président, a dépensé, par contre, cette année 18 millions de dollars en Guyane pour la gestion et la planification des forêts. Il dépense dans un pays, la Guyane, la moitié de ce qu'il affecte au Canada à notre plus important secteur. Voici quelques exemples d'utilisations de fonds de la part du gouvernement: 8 millions au Bangladesh, pour l'amélioration d'une usine; 35 millions en Inde pour un projet forestier à des fins sociales; 25 millions au Honduras, dirigé par un régime militaire, pour la mise en valeur de nouveaux secteurs dans la région de Corocico, et notamment d'un secteur forestier. Le gouvernement a dépensé au Honduras, cette année, la moitié de ce qu'il a consacré dans tout le Canada à la sylviculture et j'en passe. Il a donné au Brésil \$800,000 pour la formation au Canada de candidats au doctorat d'université. Nous offrons de meilleurs programmes de formation forestière aux Brésiliens qu'aux Canadiens, que ce soit de Vancouver ou de Prince-Rupert, en Colombie-Britannique, ou de Fredericton, au Nouveau-Brunswick. Le gouvernement a versé 3.5 millions de dollars au Pérou pour la construction d'une école supérieure de sciences forestières et 26 autres millions de dollars sous la forme d'un prêt pour l'achat de matériel d'exploitation forestière et de sciage. Je pourrais parler ainsi pendant des heures, monsieur le Président. Dans la plupart des cas, monsieur le Président, il s'agit peut-être de projets très utiles, mais quelle sorte de gouvernement dépense plus d'argent, chaque année, dans le secteur forestier à l'étranger qu'au Canada où il représente la plus importante industrie? Je laisse le soin aux Canadiens de répondre. Cependant, je pense qu'on peut s'entendre pour dire qu'il s'agit d'un gouvernement qui n'est ni intelligent ni tourné vers l'avenir.

La semaine dernière, un article intitulé «Les aménagistes condamnent les projets d'hydro-électricité» a été publié dans le cahier des affaires du *Sun* de Vancouver. J'ai porté aujourd'hui cette question à l'attention du ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Roberts) et du ministre de l'Environnement (M. Caccia). J'ai signalé, comme l'avait fait la Professional Association of Forestry de la Colombie-Britannique, que 20,000 emplois permanents dans le secteur forestier ont été supprimés ou sont sur le point de l'être en Colombie-Britannique à la suite de l'inondation de certaines régions pour des projets de BC Hydro. L'Association signale que quelque 834,000 hectares de terrain sont inondés ou vont l'être ou sont réservés pour des lignes à haute tension.

● (1650)

Monsieur le Président, je crois qu'il est bon de noter que le dernier député à intervenir représentait le Nouveau-Brunswick. Les habitants des Maritimes savent que la superficie de l'île du Prince-Édouard n'est que de 565,000 kilomètres carrés. En Colombie-Britannique, nous perdons nos meilleures forêts et nous détruisons progressivement nos ressources halieutiques et nos réserves de saumon. Nous causons du tort à notre tourisme, car tous les barrages ont des aires de rabatement, ce